

برنامج
الأغذية
العالمي



Programme
Alimentaire
Mondial

World
Food
Programme

Programa
Mundial
de Alimentos

Deuxième session ordinaire
du Conseil d'administration

Rome, 22-26 octobre 2007

PROJETS SOUMIS AU CONSEIL D'ADMINISTRATION POUR APPROBATION

Point 9 de l'ordre du
jour

Pour approbation



Distribution: GÉNÉRALE
WFP/EB.2/2007/9-D
21 septembre 2007
ORIGINAL: ANGLAIS

AUGMENTATIONS BUDGÉTAIRES POUR DES INTERVENTIONS PROLONGÉES DE SECOURS ET DE REDRESSEMENT – SRI LANKA 10067.1

Aide aux groupes vulnérables pour le
rétablissement de la paix dans les zones
touchées par le conflit et le tsunami

Coût (dollars É.-U.)

	Budget actuel	Augmentation	Budget révisé
Coût des produits alimentaires fournis par le PAM	42 479 778	50 079 166	92 558 944
Coût total pour le PAM	73 465 194	72 103 601	145 568 795

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil
d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site Web du PAM
(<http://www.wfp.org/eb>).

NOTE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le présent document est présenté au Conseil d'administration pour approbation.

Le Secrétariat invite les membres du Conseil qui auraient des questions de caractère technique à poser sur le présent document à contacter les fonctionnaires du PAM mentionnés ci-dessous, de préférence aussi longtemps que possible avant la réunion du Conseil.

Directeur régional, ODB*: M. A. Banbury Anthony.Banbury@wfp.org

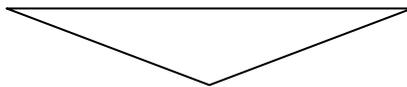
Attachée de liaison, ODB: Mme S. Izzi tél.: 066513-2207

Pour toute question relative à la distribution de la documentation destinée au Conseil d'administration, prière de contacter Mme C. Panlilio, Assistante administrative de l'Unité des services de conférence (tél.: 066513-2645).

* Bureau régional pour l'Asie



PROJET DE DECISION*



Le Conseil d'administration approuve l'augmentation budgétaire pour l'IPSR Sri Lanka 10067.1: "Aide aux groupes vulnérables pour le rétablissement de la paix dans les zones touchées par le conflit et le tsunami" (WFP/EB.2/2007/9-D).

* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" (WFP/EB.2/2007/15) publié à la fin de la session du Conseil.

NATURE DE L'AUGMENTATION BUDGETAIRE

1. L'intervention prolongée de secours et de redressement (IPSR) conduite actuellement à Sri Lanka, approuvée par le Conseil d'administration à sa troisième session ordinaire de 2004, a été prolongée au titre d'une révision budgétaire jusqu'à la fin de 2006 en vue de répondre aux besoins alimentaires de la population touchée par le tsunami; une deuxième révision budgétaire a été approuvée par la Directrice exécutive en avril 2007 dans le but d'inclure un nombre additionnel de bénéficiaires touchés par la guerre civile, notamment des personnes déplacées à l'intérieur du pays.
2. Le bureau de pays propose maintenant une troisième révision du budget afin de prolonger d'octobre 2007 à décembre 2008 l'apport d'une aide alimentaire aux victimes de la reprise de la guerre civile.
3. Sri Lanka est un pays à faible revenu et à déficit vivrier: 25 pour cent de ses 20 millions d'habitants vivent dans la pauvreté. Les niveaux de malnutrition chez les enfants de moins de 5 ans sont alarmants, en particulier dans le nord et l'est (principales zones de conflit), où 40 pour cent des enfants souffrent d'insuffisance pondérale, 25 pour cent de retard de croissance et 23 pour cent d'émaciation¹. Les 24 années de guerre civile ont eu un impact considérable sur le développement économique et social. Le tsunami du 26 décembre 2004 a aussi créé des difficultés majeures. Les besoins immédiats sont couverts par l'IPSR 10067.1.
4. Depuis juillet 2006, la situation politique et sécuritaire à Sri Lanka s'est considérablement détériorée. L'accord de cessez-le-feu de 2002 a été abandonné, les pourparlers de paix d'octobre 2006 ont échoué et les combats ont repris dans huit districts. Le conflit a gravement compromis la sécurité alimentaire et la situation humanitaire de la population: 300 000 personnes ont été déplacées et ce nombre devrait encore augmenter. À plus long terme, les problèmes d'insécurité, les embargos et la fermeture des principaux axes de transport perturbent les activités génératrices de revenus d'un grand nombre de groupes économiques.
5. Les districts situés dans le nord et l'est sont particulièrement touchés. La péninsule de Jaffna souffre de graves pénuries de vivres et de produits essentiels suite à la fermeture de la route A9. La région de Vanni, une zone du nord contrôlée par les Tigres de libération de l'Eelam Tamoul (LTTE), a été isolée par le conflit. Le district de Batticaloa, sur la côte orientale, accueille quelque 145 000 personnes déplacées, dont beaucoup regagnent maintenant leur lieu d'origine. Les programmes d'aide publics, tels que le programme *Samurdhi*, ont cessé ou ne fonctionnent que par intermittence; l'aide alimentaire du Département des services essentiels n'a pas été distribuée pendant plusieurs mois². Les opérations humanitaires dans ces zones sont compliquées par l'accès limité aux populations ayant besoin d'aide et par les restrictions imposées aux déplacements.

¹ Rapports du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), du PAM et du Département du recensement et des statistiques pour 2003, 2004, 2005, 2006 et 2007.

² Même lorsque l'aide arrive à bon port, elle ne fournit que la moitié de la ration recommandée par le PAM, parce que l'aide alimentaire publique est calculée en fonction d'une valeur établie en février 1993 qui, inflation oblige, ne représente plus que la moitié du pouvoir d'achat initial. Selon des sources gouvernementales, le ciblage de l'aide fournie au titre du programme *Samurdhi* affiche une erreur d'inclusion de 60 pour cent.



6. L'IPSR prolongée va donc se concentrer sur la situation engendrée par le conflit, avec des distributions générales de vivres aux populations vulnérables déplacées et victimes du conflit, outre la poursuite des activités de l'IPSR en cours d'exécution – Vivres au profit de l'éducation (VPE), santé et nutrition maternelles et infantiles (SNMI), Vivres contre travail (VCT) et Vivres au profit de la formation (VPF) dans les districts touchés par le conflit.
7. Au début de cette prolongation, 90 pour cent des ménages touchés par le tsunami ont retrouvé leurs moyens d'existence habituels³. Par conséquent, l'IPSR s'adressera principalement aux personnes touchées par le conflit dans huit districts (plus les divisions frontalières de deux districts voisins). Les activités dans les districts touchés par le tsunami mais pas par le conflit cesseront donc graduellement d'ici à décembre 2007.
8. L'objectif de l'IPSR est de protéger la sécurité alimentaire des personnes vulnérables dans les zones touchées par le conflit, là où se posent les problèmes du déplacement, de l'isolement de vastes groupes de personnes et de la détérioration de la situation de sécurité. Le PAM continuera à assurer le renforcement des capacités des organismes gouvernementaux de contrepartie associés à la fourniture de l'aide alimentaire moyennant, notamment, la poursuite de l'appui aux unités de gestion des projets au niveau national et à celui des districts et la mise en place d'une unité logistique conjointe PAM/Gouvernement visant à faciliter la livraison des produits alimentaires pour répondre aux besoins opérationnels.
9. Compte tenu de l'évolution de l'environnement, des complexités inhérentes à l'exécution des opérations humanitaires et de la nécessité d'améliorer l'efficacité du programme, le bureau de pays propose que l'IPSR 10067.1 soit prolongée d'une année. Ses résultats en 2008 et l'évolution observée dans l'environnement opérationnel définiront la future stratégie du PAM à Sri Lanka.
10. Après révision, le coût total s'élève à 145,6 millions de dollars É.-U., soit une augmentation de 72,1 millions de dollars par rapport au budget actuel. L'augmentation des coûts est imputable à:
 - l'extension de l'aide à 400 000 victimes du conflit, en particulier des personnes récemment déplacées et des personnes déplacées de retour dans leur foyer, pendant le trimestre d'octobre à décembre 2007, conformément au Plan d'action humanitaire commun des Nations Unies de juin 2007;
 - la prolongation de l'IPSR du 1^{er} janvier au 31 décembre 2008;
 - la réduction de la zone d'intervention pour 2008, qui est passée de 15 districts aux huit districts touchés par le conflit pour les distributions générales de vivres et les activités VPE, VCT et VPF; les programmes SNMI seront exécutés dans ces districts et dans six divisions frontalières de deux districts voisins pour tenir compte des conséquences du conflit et garantir l'équité de l'aide entre communautés, conformément au principe consistant à "ne pas nuire";
 - l'augmentation de 100 000 du nombre de bénéficiaires touchés par le conflit en vue de couvrir 500 000 personnes vulnérables en 2008, en application des plans interinstitutions des Nations Unies élaborés en mai 2007;

³ Organisation internationale du Travail/Agence de reconstruction et de développement de Sri Lanka. 2007. *Needs Assessment Survey for Income Recovery*. Colombo.

- l'augmentation des rations fournies dans le cadre des programmes SNMI aux femmes enceintes et mères allaitantes, aux enfants de moins de 2 ans et aux enfants sous-alimentés de moins de 5 ans ciblés, en ajoutant du sucre et de l'huile en 2008 afin de rendre les rations plus appétissantes;
- l'augmentation de 129 856 tonnes des quantités de produits alimentaires requis pour couvrir les besoins alimentaires des populations vulnérables visées par les composantes de l'IPSR;
- l'augmentation des coûts d'appui directs (CAD) liée à la dotation en personnel, la sécurité, les communications et les opérations pendant la période de prolongement;
- les fonds provenant des Autres coûts opérationnels directs (Autres COD) destinés à renforcer les capacités des organismes gouvernementaux de contrepartie avec, notamment, une contribution au développement de la production locale de *Thripasha* (aliment enrichi) en vue de réduire la dépendance à l'égard du PAM et d'enclencher une stratégie de transfert des programmes de SNMI; et
- les coûts de transport terrestre, entreposage et manutention (TTEM) pour les distributions générales de vivres ciblant les personnes déplacées et les groupes vulnérables victimes du conflit, compte tenu des contraintes budgétaires du Gouvernement et de l'aide fournie par le PAM à ce dernier pour l'entreposage et le transport; le Gouvernement continuera de financer les coûts de TTEM pour les activités VPE, VCT et VPF et les programmes de SNMI; les coûts de TTEM liés aux distributions générales de vivres sont estimés à 43 pour cent du montant total des dépenses logistiques; la différence sera prise en charge par le Gouvernement.

JUSTIFICATION

Résumé des activités du projet

11. Le descriptif de l'IPSR 10067.1 originale mettait l'accent sur l'importance de consolider la cohésion sociale et le redressement dans les districts touchés par le conflit au moyen d'activités VCT communautaires (388 000 bénéficiaires), de programmes de SNMI (270 000 bénéficiaires) ainsi que d'alimentation scolaire (330 000 bénéficiaires). La détérioration des conditions de sécurité a nécessité l'ajout de distributions générales de vivres en 2006 pour fournir une aide urgente et vitale immédiate à 400 000 personnes rendues vulnérables par la reprise des combats. Cette aide visait à maintenir l'état nutritionnel et à améliorer les moyens d'existence des personnes les plus exposées à l'insécurité alimentaire, une attention spéciale étant accordée aux femmes et aux enfants.
12. Les 400 000 victimes du conflit ont été incluses au nombre des bénéficiaires de l'IPSR pour la période allant de janvier à septembre 2007 seulement. Étant donné la forte probabilité d'une poursuite du conflit, cette composante sera prolongée pendant le quatrième trimestre de 2007 et pendant l'année 2008. L'engagement additionnel est inclus dans la présente proposition.



13. L'objectif central de la prolongation en 2008 restera d'appuyer la sécurité alimentaire des ménages des populations touchées par le conflit par les moyens suivants: i) des distributions générales de vivres visant à fournir une aide urgente et vitale immédiate à 500 000 bénéficiaires; ii) des activités VCT communautaires ciblant 140 000 bénéficiaires, dont 5 000 participent à des activités VPF axées sur l'acquisition de compétences professionnelles par les ménages touchés, en particulier les ménages dirigés par une femme; iii) des programmes de SNMI pour 55 000 adultes et 120 000 enfants; et iv) des programmes d'alimentation scolaire destinés à 275 000 bénéficiaires.
14. La zone d'intervention géographique sera réduite pour couvrir exclusivement les régions concernées par le conflit dans le nord et l'est du pays. Les composantes seront donc exécutées dans les districts habituellement touchés par l'insécurité alimentaire de Jaffna, Kilinochchi, Mullaitivu, Mannar, Vavunya, Trincomalee, Batticaloa et Ampara, où les hostilités ont entraîné le déplacement des populations et exacerbé l'insécurité alimentaire des personnes déplacées et des résidents. Les programmes de SNMI seront mis en œuvre dans six divisions des districts voisins de Polunaruwa et Puttalam.
15. L'IPSR mettra l'accent sur le renforcement des capacités des partenaires gouvernementaux en leur dispensant une formation y compris, au cours de l'exécution du programme, dans le cadre de la préparation d'une stratégie de transfert des responsabilités. En guise de première étape, et afin de résoudre le problème de l'adoption du mélange maïs-soja par la population, le PAM souhaite améliorer la capacité de production et de manutention du programme public *Thripasha* pour que le même produit soit utilisé dans toutes les zones, ce qui sera positif tant pour les ménages bénéficiaires que pour les organismes d'exécution. L'aliment *Thripasha* produit au titre de cette initiative devrait être disponible à compter de 2009.
16. Les principales activités VCT appuieront la création et la remise en état des équipements dans les zones où règne une relative stabilité, mais engloberont le rétablissement des moyens de subsistance dans les zones de conflit lors du retour des populations dans leurs foyers. En lançant dès le départ des programmes de travaux et de rétablissement des moyens d'existence, on stabilisera la sécurité alimentaire des ménages sans créer les attentes et la dépendance associées à la distribution gratuite de produits alimentaires. Dès que les conditions appropriées auront été instaurées, la composante sera recentrée sur la remise en état des équipements communautaires.
17. Tous les projets s'efforcent d'améliorer la synergie avec les activités de secours et de redressement des partenaires du PAM: le Gouvernement, les organisations des Nations Unies, les organisations non gouvernementales (ONG) et le secteur privé. L'IPSR est conforme au Plan d'aide humanitaire commun de septembre 2006–juin 2007 concernant le Sri Lanka, qui a été prolongé jusqu'à la fin de 2007.

TABLEAU 1: NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES PAR SOUS-PROJET/ACTIVITÉ				
Bénéficiaires	2005 Planifié	2006 Révisé	2007 Révisé	2008 Planifié
VPF	25 000	50 000	32 000	5 000
VCT	252 000	400 000	388 000	135 000
SNMI				
– Femmes enceintes et mères allaitantes	62 000	88 000	108 000	55 000
– Enfants âgés de 6 à 59 mois	138 000	132 000	162 000	120 000
VPE				
– Collation en milieu de matinée	122 000	330 000	280 000	275 000
– Rattrapage scolaire	44 000	0	50 000	0
Personnes vivant avec le VIH	0	0	2 500	2 500
Programmes psychosociaux	3 000	0	0	0
Réinsertion des enfants soldats	5 000	0	0	0
Personnes déplacées vulnérables	20 000	0	0	0
Alimentation des groupes vulnérables de personnes touchées et déplacées par le conflit				
– Personnes déplacées	0	300 000	300 000	300 000
– Autres groupes touchés mais non déplacés par le conflit	0	100 000	100 000	200 000
Alimentation des groupes vulnérables/tsunami	Information non disponible	300 000	Information non disponible	0
Total	671 000	1 015 000	1 109 950	817 500

N.B. Ces totaux peuvent inclure deux fois ceux qui bénéficient de différents programmes (par exemple, des enfants de personnes déplacées reçoivent des aliments au titre des distributions générales de vivres et des programmes VPE).



TABLEAU 2: RATIONS PAR ACTIVITÉ

Rations	Nombre de jours d'alimentation par mois	Riz (kg)	Farine de blé (kg)	Légumes secs (kg)	Sucre (kg)	Mélange maïs-soja (kg)	Huile (kg)	calories (par jour)
VPF	22	0,25	0,25	0,06	0,03			2 099
VCT	22	0,25	0,25	0,06	0,03			2 099
SNMI*								
Femmes enceintes et mères allaitantes	30				0,01	0,1	0,015	553
Enfants âgés de 6 à 59 mois	30				0,01	0,1	0,015	553
VPE**								
Collation en milieu de matinée	21	0,1		0,02			0,01	517
Rattrapage scolaire	21	0,1		0,02			0,01	517
Personnes déplacées/ personnes touchées par le conflit vulnérables	30	0,2	0,2	0,06	0,02		0,02	1 880
Personnes vivant avec le VIH	30	0,225	0,225	0,06	0,03	0,02	0,05	2 042

* Comme l'a recommandé la mission d'évaluation de l'IPSR de mai 2007, 473 tonnes de légumes secs destinées aux programmes de SNMI ont été inscrites au budget, outre le mélange maïs-soja habituel, pour remplacer entièrement ou partiellement ce dernier en cas de rupture d'approvisionnement ou de vol des produits pendant le transport, et pendant les opérations de reconditionnement.

** Les objectifs nutritionnels des activités VPE seront atteints grâce à l'apport d'aliments frais complémentaires financé par le Gouvernement et à l'ajout de nutriments en poudre financé par l'UNICEF.

Conclusions et recommandations des missions de diagnostic et d'évaluation du PAM

18. Un bilan de la sécurité alimentaire effectué par le PAM en mai 2007, qui suivait la méthodologie du cadre intégré de classification de la phase humanitaire et de la sécurité alimentaire, a recensé huit districts touchés par le conflit comme zones prioritaires. Les districts de Jaffna et Batticaloa ont été classés dans la phase "urgence humanitaire", les districts de Kilinochchi, Mullaitivu, Mannar, Vavunya et Trincomalee dans la phase "crise alimentaire aiguë avec précarité des moyens d'existence" et celui d'Ampara dans la phase "insécurité alimentaire chronique" avec risque modéré d'aggravation.
19. Les analyses de la sécurité alimentaire et des besoins effectuées par le PAM en novembre 2006 à Jaffna et en octobre 2006 dans la région de Vanni contrôlée par les LTTE indiquent que le conflit a des effets similaires sur les personnes déplacées, les familles hôtes et les ménages non déplacés, bien que les personnes déplacées soient plus vulnérables en raison de la perte de leurs moyens d'existence. Il est probable que les agriculteurs, les pêcheurs, les journaliers et les commerçants souffriront de la diminution de la prochaine récolte, de la perte des revenus apportés par la pêche en haute mer, de l'impossibilité d'accéder aux marchés et de l'érosion de leur pouvoir d'achat. Ayant dans une large mesure épuisé les stratégies de survie traditionnelles – réduction des portions,

consommation d'aliments moins prisés et vente ou mise en gage des biens, les familles se tournent vers des pratiques préjudiciables ayant des effets autrement plus nuisibles, par exemple sauter des repas et migrer en quête de nourriture. Les pénuries de vivres dans les zones touchées sont graves et les prix ont très fortement augmenté.

20. L'évaluation rapide de la sécurité alimentaire des ménages de personnes déplacées et des familles hôtes réalisée en mai 2007 à Batticaloa a conclu qu'il fallait poursuivre la fourniture d'une aide alimentaire de base. Le succès des distributions générales de vivres du PAM est clairement mis en évidence par le fait que la plupart des ménages consomment encore trois repas par jour et que la malnutrition aiguë est relativement stable par rapport à la période suivant le tsunami⁴. D'après les informations préliminaires, les personnes déplacées de retour dans leurs foyers auront probablement encore besoin d'une aide alimentaire jusqu'à ce qu'ils retrouvent leurs moyens d'existence.
21. Les principales recommandations de la mission d'évaluation de l'IPSR réalisée en 2007 sont prises en compte dans la présente révision budgétaire, y compris le changement des méthodes d'exécution pour les activités VPE, VCT et VPF, les programmes de SNMI et la révision des rations. On appuiera, au titre de la prolongation, l'initiative locale *Thripasha* en faveur de la SNMI, en développant les installations de production et de manutention en vue de réduire la dépendance à l'égard du mélange maïs-soja et de jeter les bases d'une stratégie de transfert des responsabilités. Les autres recommandations concernant, par exemple, l'amélioration du ciblage, de la livraison des produits alimentaires et de la gestion logistique seront prises en compte dans le cadre des activités.
22. Les principales recommandations de la mission d'évaluation ayant une pertinence pour l'avenir de l'IPSR sont indiquées ci-après.
 - Des distributions ciblées de vivres aux groupes vulnérables sont requises pour les personnes déplacées et les personnes dont l'activité économique pâtit de la reprise de la violence.
 - Les programmes de SNMI, les activités VPE et VCT et la distribution de vivres aux fins du rétablissement des moyens d'existence devraient être maintenus à titre de programmes de protection sociale des groupes vulnérables.
 - On devrait augmenter la quantité de mélange maïs-soja et ajouter de l'huile et du sucre aux rations distribuées dans le cadre des programmes de SNMI aux enfants de moins de 5 ans et aux femmes enceintes et mères allaitantes, en application des directives du PAM concernant les rations à emporter et pour répondre de plus près aux besoins nutritionnels des bénéficiaires.
 - Un système de suivi régulier de la sécurité alimentaire devrait être établi.
23. Les activités VPE seront poursuivies dans les districts touchés par le conflit; elles sont très appréciées par la population et les autorités. Il serait préjudiciable d'interrompre ce programme au moment des distributions générales de vivres parce que les enfants des populations hôtes seraient alors privés d'assistance et que le dispositif de protection nutritionnelle serait supprimé à un moment vital. Les activités VPE contribuent à satisfaire les besoins nutritionnels additionnels des enfants déplacés – 2 240 calories contre 1 900 calories pour la ration des distributions générales – et créent un sentiment de normalité dans les écoles pour ces enfants, dont beaucoup ont souffert de déplacements multiples.

⁴ UNICEF, données de mai 2007.



24. Le programme englobe maintenant une petite composante VIH visant à faciliter la mise en œuvre de la stratégie nationale de lutte contre le VIH dans les districts touchés par le conflit. La prévalence est encore faible à Sri Lanka, mais les groupes à haut risque et les vecteurs potentiels sont les travailleurs de retour de l'étranger et le personnel militaire. Une aide alimentaire du PAM sera distribuée par l'intermédiaire de l'Armée du Salut à toutes les personnes vivant avec le VIH qui fréquentent les centres de santé, et dont la plupart suivent un traitement antirétroviral, dans le but d'encourager les habitants à subir un test de dépistage et de les aider à suivre le traitement. Les bénéficiaires devraient recevoir cette aide pendant une durée maximale de 18 mois avant de bénéficier de programmes d'appui aux moyens d'existence.

Objectif de l'augmentation budgétaire

25. L'objectif de l'augmentation budgétaire est d'inclure, pour le quatrième trimestre 2007, le nombre actuel de bénéficiaires touchés par le conflit et de programmer une prolongation d'un an, du 1^{er} janvier au 31 décembre 2008. Le programme prévoira des distributions de vivres aux groupes vulnérables et poursuivra les programmes de redressement ciblés en cours d'exécution que le PAM juge encore utiles – VPE, VCT, VPF et SNMI – dans les zones touchées par le conflit et les zones de réinstallation.
26. Cette prolongation comportera des initiatives propres à garantir l'efficacité de l'intervention, notamment la création d'une unité logistique conjointe PAM/Gouvernement au sein du Ministère de la construction de la nation et du développement des infrastructures publiques ainsi que le transfert progressif des activités VPE, VCT et des programmes SNMI aux ministères. Ces initiatives demanderont du temps pour entrer en vigueur et il conviendra de les évaluer avant de pouvoir les incorporer dans un nouveau programme du PAM; la prolongation d'un an devrait suffire à cet égard.
27. L'exécution continuera à bénéficier de l'appui de l'opération spéciale 10539.0 pour ce qui est du renforcement de la capacité de planification préalable des moyens logistiques, et de l'opération spéciale 10564.0 en ce qui concerne le fonctionnement d'un service aérien humanitaire interinstitutions entre Colombo et Jaffna.
28. L'effet direct attendu du programme, si l'augmentation budgétaire est approuvée, est le maintien de l'état nutritionnel des personnes déplacées et des personnes touchées au plan économique et particulièrement exposées à l'insécurité alimentaire dans les zones de conflit.

Besoins de produits alimentaires

29. Les produits alimentaires requis sont présentés dans les tableaux 3 et 4.

TABLEAU 3: PRODUITS ALIMENTAIRES REQUIS EN 2007									
Programme	Nombre de bénéficiaires 2007 après révision	Riz	Farine de blé	Céréales	Légumes secs	Sucre	Mélange maïs-soja	Huile	Quantité totale
		<i>(tonnes)</i>							
Personnes déplacées	300 000	5 400	5 400	10 800	1 620	540		540	13 500
Autres groupes touchés par le conflit	100 000	1 800	1 800	3 600	540	180		180	4 500
Total	400 000	7 200	7 200	14 400	2 160	720	0	720	18 000

TABLEAU 4: PRODUITS ALIMENTAIRES REQUIS EN 2008									
Programme	Nombre de bénéficiaires 2008 après révision	Riz	Farine de blé	Céréales	Légumes secs	Sucre	Mélange maïs-soja	Huile	Quantité totale
		<i>(tonnes)</i>							
VPF	5 000	83	83	165	20	10			195
VCT	135 000	2 228	2 228	4 455	535	267			5 257
SNMI	175 000				473	630	6 300	945	8 348
VPE: collation en milieu de matinée	275 000	5 775		5 775	1 155			578	7 508
Personnes vivant avec le VIH	2 500	203	203	405	54	27	18	45	549
Distribution de vivres aux groupes vulnérables de personnes déplacées et touchées par le conflit	500 000	36 000	36 000	72 000	10 800	3 600		3 600	90 000
Total	1 092 500	44 288	38 513	82 800	13 036	4 534	6 318	5 168	111 856

Modalités de distribution des produits alimentaires aux bénéficiaires

30. L'IPSR prolongée mettra en œuvre les mécanismes révisés suivants:

- le PAM continuera à programmer les produits alimentaires destinés à la composante distributions générales dans les zones ciblées en partenariat avec le Ministère de la construction de la nation et du développement des infrastructures publiques, les agents des collectivités locales et les autorités de district; l'unité logistique conjointe facilitera la livraison des vivres;
- le PAM remboursera au Gouvernement les frais de transport, entreposage et manutention des produits alimentaires destinés aux distributions générales; les coûts imputables aux autres activités seront pris en charge par le Gouvernement;
- la responsabilité de la mise en œuvre des activités VPE, VCT, VPF et des programmes SNMI sera graduellement transférée aux ministères selon des modalités similaires à celles du programme de pays; les activités VPE seront du ressort du Ministère de l'éducation, les activités VCT et VPF du Département du développement agricole et des Secrétariats de district, et les programmes SNMI du Ministère de la santé;
- les services gouvernementaux et les ONG partenaires seront responsables de l'exécution; les actions visant le rétablissement des moyens d'existence seront identifiées avec la participation des bénéficiaires et des collectivités locales; on s'efforcera de créer des synergies avec le Gouvernement, les Organisations des Nations Unies, les ONG et le secteur privé pour amplifier l'impact.

RECOMMANDATION

31. Il est recommandé au Conseil d'administration d'approuver la révision budgétaire proposée pour l'IPSR Sri Lanka 10067.1 "Aide aux groupes vulnérables pour le rétablissement de la paix dans les zones touchées par le conflit et le tsunami", au titre de laquelle sont prévus la fourniture d'une quantité additionnelle de produits alimentaires de 129 857 tonnes, une prolongation de 12 mois et un budget révisé de 145,56 millions de dollars.

ANNEXE I-A

VENTILATION DES COÛTS DU PROJET			
	Quantité (tonnes)	Coût moyen par tonne (dollars)	Valeur (dollars)
COÛTS POUR LE PAM			
A. Coûts opérationnels directs			
Produits alimentaires ¹			
– Céréales	97 201	337,24	32 780 272
– Aliments composés et mélanges	6 318	380,00	2 400 840
– Sucre	5 254	424,72	2 231 504
– Huile et matières grasses	5 888	860,16	5 064 614
– Légumes secs et légumes	15 196	500,25	7 601 935
Total, produits	129 857		50 079 166
Transport extérieur			4 425 527
Transport intérieur, entreposage et manutention			4 961 768
Total transport terrestre, entreposage et manutention			4 961 768
Autres coûts opérationnels directs			962 200
Total, coûts opérationnels directs			60 428 661
B. Coûts d'appui directs ² (voir l'annexe I-B)			6 957 882
C. Coûts d'appui indirects (7,0 pour cent) ³			4 717 058
COÛT TOTAL POUR LE PAM			72 103 601

¹ Il s'agit d'un assortiment alimentaire indicatif utilisé à des fins budgétaires et d'approbation. Le contenu peut varier.

² Chiffre indicatif donné à titre d'information. Le montant alloué pour les coûts d'appui directs est revu chaque année.

³ Le taux de recouvrement appliqué aux coûts d'appui indirects est susceptible d'être modifié par le Conseil pendant la durée du projet.



ANNEXE I-B

BESOINS D'APPUI DIRECT (dollars)	
Dépenses de personnel	
Administrateurs recrutés au plan international	3 002 580
Administrateurs recrutés au plan national	313 789
Personnel des services généraux recruté au plan national	1 148 500
Personnel temporaire	22 404
Heures supplémentaires	34 650
Primes	312 215
Consultants internationaux	95 000
Volontaires des Nations Unies	265 000
Voyages officiels du personnel	223 513
Formation et perfectionnement du personnel	107 750
Total partiel	5 525 401
Dépenses de bureau et autres coûts récurrents	
Location des bureaux	222 043
Charges (générales)	110 289
Fournitures de bureau	43 668
Technologies de l'information et des communications	208 883
Assurance	13 286
Réparation et entretien du matériel	50 312
Frais d'entretien et d'exploitation des véhicules	280 000
Autres dépenses de bureau	150 000
Services des organisations des Nations Unies	115 000
Total partiel	1 193 481
Matériel et autres dépenses fixes	
Mobilier, outils et matériel	100 000
Véhicules	71 000
Matériel de télécommunication	68 000
Total partiel	239 000
TOTAL, COÛTS D'APPUI DIRECTS	6 957 882



ANNEXE II: RÉSUMÉ DU CADRE LOGIQUE

Chaîne de résultats	Indicateurs de résultats	Risques et hypothèses
<p>Effet direct 1</p> <p>Les groupes vulnérables ciblés de personnes déplacées et/ou touchées au plan économique par la reprise de la violence ont une capacité accrue de couvrir leurs besoins alimentaires et de gérer les chocs dans les situations de crise (Objectif stratégique 2)</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Pourcentage de ménages ciblés déclarant une capacité accrue de couvrir leurs besoins alimentaires ➤ Pourcentage de ménages ciblés déclarant une augmentation de leur revenu ou de leur production 	<p>L'accès aux zones du projet et aux populations vulnérables est garanti.</p> <p>La situation sécuritaire dans les zones du projet permet l'exécution des programmes.</p> <p>Le Gouvernement et les ONG fournissent des contributions complémentaires.</p>
<p>Produit 1.1</p> <p>Fourniture en temps voulu de produits alimentaires en quantité et de qualité suffisantes aux ménages bénéficiaires ciblés dans le cadre de distributions générales de vivres (Objectif stratégique 2)</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre effectif de bénéficiaires recevant en temps voulu l'aide alimentaire planifiée au titre de chaque composante, ventilé par sexe, par rapport au chiffre prévu 	
<p>Produit 1.2</p> <p>Fourniture en temps voulu de produits alimentaires en quantité et de qualité suffisantes aux ménages bénéficiaires ciblés dans le cadre d'activités VCT et VPF (Objectif stratégique 2)</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Quantité effective de produits alimentaires distribués au titre de chaque composante, par type, par rapport à la quantité planifiée ➤ Nombre d'équipements créés, par type ➤ Nombre de personnes formées ➤ Nombre de formations achevées, par type 	
<p>Effet direct 2</p> <p>La situation nutritionnelle des groupes vulnérables ciblés, en particulier les femmes et les enfants, est restée stable ou s'est améliorée (Objectif stratégique 3)</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Prévalence de la malnutrition avant 5 ans chez les enfants ciblés, évaluée en fonction de la taille, du poids et de l'âge, et ventilée par sexe ➤ Prévalence de l'insuffisance pondérale à la naissance ➤ Prévalence de la malnutrition chez les femmes en âge de procréer ciblés, évaluée en fonction de l'indice de masse corporelle et/ou de l'insuffisance pondérale à la naissance 	<p>Les centres de santé fonctionnent; le personnel et les autres ressources sont disponibles.</p> <p>La qualité des produits alimentaires du PAM est acceptable et conforme aux normes recommandées.</p> <p>Les habitants sont en mesure de se rendre dans les centres de santé.</p>
<p>Produit 2.1</p> <p>Fourniture en temps voulu de produits alimentaires en quantité et de qualité suffisantes aux mères et aux enfants de moins de 5 ans ciblés (Objectif stratégique 3)</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre d'enfants de moins de 5 ans recevant une aide alimentaire, ventilé par sexe, en pourcentage du nombre planifié ➤ Nombre de femmes enceintes et allaitantes recevant une aide alimentaire, en pourcentage du nombre planifié 	

ANNEXE II: RÉSUMÉ DU CADRE LOGIQUE		
Chaîne de résultats	Indicateurs de résultats	Risques et hypothèses
	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Quantités effectives de produits alimentaires distribués aux bénéficiaires ciblés, par groupe de bénéficiaires et type de produit, en pourcentage des quantités planifiées ➤ Pourcentage d'aliments enrichis en micronutriments distribués, par rapport au pourcentage planifié 	
<p>Effet direct 3</p> <p>La qualité de la vie des bénéficiaires ciblés par les activités d'appui à la lutte contre le VIH/sida s'est améliorée (Objectif stratégique 3)</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Gain de poids chez les bénéficiaires ➤ Taux d'adhérence au traitement, par traitement et programme de soin 	<p>Poursuite du programme d'appui à la lutte contre le VIH conduit par l'Armée du Salut, par l'intermédiaire duquel le PAM peut intervenir.</p>
<p>Produit 3.1</p> <p>Fourniture en temps voulu de produits alimentaires en quantité et de qualité suffisantes aux personnes vivant avec le VIH dans les zones ciblées (Objectif stratégique 3)</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre de personnes vivant avec le VIH/sida recevant une aide alimentaire, ventilé par sexe, par rapport au pourcentage planifié 	
<p>Effet direct 4</p> <p>Les familles vulnérables ciblées améliorent leur participation aux services de l'enseignement grâce à une meilleure assiduité des élèves et à la diminution de la faim à court terme (Objectif stratégique 4)</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Taux d'assiduité: pourcentage de garçons et de filles présents en classe dans les écoles primaires, et les écoles secondaires le cas échéant, bénéficiant d'une aide du PAM ➤ Perception par les enseignants de l'aptitude des enfants à se concentrer et à apprendre résultant de l'alimentation scolaire 	
<p>Produit 4.1</p> <p>Fourniture en temps voulu de produits alimentaires en quantité et de qualité suffisantes aux filles et aux garçons ciblés dans les écoles primaires (Objectif stratégique 4)</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre de filles et de garçons des écoles primaires recevant une aide alimentaire, en pourcentage du nombre planifié ➤ Quantités effectives de produits alimentaires distribués, par type, en pourcentage des quantités planifiées 	<p>L'accès aux zones du projet et aux populations vulnérables est garanti.</p> <p>La situation sécuritaire dans les zones du projet permet l'exécution des programmes. Le Gouvernement et les ONG fournissent des contributions complémentaires.</p> <p>Le Gouvernement a la volonté politique d'exécuter les activités bénéficiant d'une aide du PAM.</p> <p>Les écoles fonctionnent; les enseignants et les autres ressources sont disponibles.</p> <p>Les enfants sont en mesure de se rendre à l'école sans encombre.</p> <p>Les produits alimentaires sont disponibles dans le pays en temps voulu.</p>





ANNEXE II: RÉSUMÉ DU CADRE LOGIQUE		
Chaîne de résultats	Indicateurs de résultats	Risques et hypothèses
<p>Effet direct 5</p> <p>Capacité accrue des organismes gouvernementaux de contrepartie de gérer les programmes d'aide alimentaire</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Pourcentage de rapports relatifs aux distributions reçus dans les délais ➤ Ratio des produits alimentaires expédiés aux districts et des produits alimentaires réclamés par les districts ➤ Rapidité de la livraison au niveau local 	<p>Les ministères de contrepartie, les départements ministériels et les collectivités locales participent au renforcement des capacités appuyé par le PAM.</p> <p>Le Gouvernement alloue des ressources à l'amélioration des compétences du personnel et à sa participation aux activités menées conjointement avec le PAM.</p>
<p>Produit 5.1</p> <p>Appui au renforcement des capacités des organismes gouvernementaux de contrepartie dans le cadre des activités d'aide alimentaire (Objectif stratégique 5)</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre de services techniques et d'activités de coopération pour lesquels des activités de renforcement des capacités ont été réalisées ➤ Nombre de membres du personnel de contrepartie ayant bénéficié d'une formation ➤ Type et montant du matériel fourni, y compris le matériel de fabrication destiné au programme <i>Tripocha</i> ➤ Nombre de sessions d'évaluation des capacités ayant été organisées 	<p>Le Gouvernement est déterminé à fournir les produits alimentaires d'une manière impartiale et en temps voulu.</p> <p>Le centre logistique conjoint fonctionne.</p>

LISTE DES SIGLES UTILISES DANS LE PRESENT DOCUMENT

Autres COD	Autre coûts opérationnels directs
CAD	Coûts d'appui directs
IPSR	Intervention prolongée de secours et de redressement
LTTE	Tigres de libération de l'Eelam tamoul
ONG	organisation non gouvernementale
sida	Syndrome d'immunodéficience acquise
SNMI	Santé et nutrition maternelles et infantiles
TTEM	transport terrestre, entreposage et manutention
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
VCT	Vivres contre travail
VIH	Virus de l'immunodéficience humaine
VPE	Vivres au profit de l'éducation
VPF	Vivres au profit de la formation